

Journal de 20 heures
Jacques Rosier : « À partir des premiers
renseignements qu'on a recueillis sur le terrain,
il semblerait que les infiltrations du FPR
soient une réalité »

Bruno Masure, Benoît Duquesne, Philippe Boisserie,
Isabelle Staes

France 2, 25 juin 1994

Édition spéciale Rwanda.

[Bruno Masure présente le journal de 20 heures devant une carte du Rwanda démarquant la ligne de front entre les FAR et le FPR :] Madame, Monsieur, bonsoir. Aujourd'hui encore, les soldats de l'opération Turquoise ont poursuivi leur mission de reconnaissance dans la partie ouest du territoire rwandais. Pour tenter de comprendre ce qui se passe actuellement là-bas, ce qui est en jeu dans cette région, et pourquoi on en est arrivé là, la rédaction de France 2 vous propose une édition spéciale avec l'ensemble de nos envoyés spéciaux sur place. Des invités, en direct, euh..., avec nous du Rwanda mais aussi en province ou avec nous sur ce plateau.

L'un de nos envoyés spéciaux, Benoît Duquesne, a enquêté toute cette journée au milieu du dispositif militaire français déployé à la frontière entre le Rwanda et le Zaïre.

[Benoît Duquesne, face caméra, devant des véhicules de l'armée française : "Nous sommes ici à Bukavu, le point le plus au sud du dispositif français. L'effervescence qui régnait ici ces deux derniers jours a un peu chuté aujourd'hui, sans doute parce que les premières reconnaissances françaises en territoire rwandais se sont très bien passées – peut-être mieux que prévu – et aussi parce que les militaires sont passés à une nouvelle étape de leur

dispositif [une incrustation "Aéroport de Bukavu, Zaïre" s'affiche à l'écran] : à partir de demain [26 juin], ils comptent installer des points fixes dans différents endroits du Rwanda qui leur paraissent sensibles. Et pour cela, ils ri..., ils avaient besoin de cette journée, euh, pour se repositionner. Mais en tout cas, la première journée au Rwanda s'est parfaitement passée. Je vous propose de la vivre avec Philippe Boisserie et Éric Maizy".]

[Philippe Boisserie :] Ils ont été applaudis comme on applaudit une armée de libération. Au moindre village, au moindre barrage tenu d'ordinaire d'une main de fer par les soldats des forces rwandaises, une haie d'honneur salue l'arrivée des militaires français [on voit une foule de villageois applaudir un convoi militaire français ; au milieu de la route a été posée une pancarte sur laquelle figure l'inscription : "Le véritable ami se distingue dans le malheur"].

Et plus les soldats avancent en pays hutu et plus la route se pavoise de tricolore [on entend la foule scander des slogans ; on aperçoit dans la foule un parapluie tricolore et, au fond, un grand pylône à haute tension].

Le bataillon de commando marine, tout juste arrivé de Lorient, est lui plus là pour voir l'envers du décor : établir les problèmes, évaluer l'urgence. Première prise de contact avec le sous-préfet de Rwesero [on voit un capitaine en train de montrer une carte de la région au sous-préfet Gérard Terebura qui désigne à Marin Gillier le camp de Kirambo].

[Marin Gillier : - "Donc il y a un camp de réfugiés à Kirambo ?". Gérard Terebura : - "À Kirambo". Marin Gillier : - "Il est où : au nord, au sud ?". Gérard Terebura se penche sur la carte : - "Non, en fait, euh...".]

Un camp est repéré 50 kilomètres plus au nord, 2 500 personnes s'y trouveraient, sans plus de précision. Pour le sous-préfet, il n'y a qu'un responsable à cette situation [gros plan sur un homme au béret noir au visage de tueur].

[Gérard Terebura, "Sous-préfet" : "À part l'élément du FPR qui a complètement divisé la population, la..., la population s'entremariait, euh, la population s'entraidait".]

Pourtant, les quelque 15 % de Tutsi qui vivaient dans sa ville ont aujourd'hui disparu [on voit Gérard Terebura saluer Marin Gillier et ses hommes ; Marin Gillier, tout sourire : - "Monsieur le préfet". Gérard Terebura : - "Bon séjour !". Un autre militaire : - "Au revoir". Gérard Terebura : - "Et... Ok merci beaucoup. Et la population... Bon" [il s'adresse en kinyarwanda à la foule – composée essentiellement de femmes et d'enfants – qui se met à applaudir et à pousser des cris de joie tandis que Marin Gillier replie sa carte].]

Le bataillon reprend sa route soulagé par un accueil qu'il craignait moins favorable, tranquilisé que la rumeur d'infiltrations de commandos tutsi s'avère

fausse. Leur direction : Kirambo et son camp [on voit des jeeps et des camions militaires sillonner une route en terre].

Là, le comité d'accueil a particulièrement bien fait les choses [on voit un homme tenant un drapeau bleu-blanc-rouge encourager les enfants à chanter avant de saluer l'arrivée des militaires français en criant "Mwiliwe !"]. Les écoliers ont bien retenu les leçons des institutrices. L'entrée dans le camp est triomphale [alors que Marin Gillier debout sur sa jeep salue la foule, on entend des "Bonjour ! Bonjour !"].

Sous le portrait de l'ancien Président hutu, fleurs à la main, le cliché est idéal [on voit des soldats français se faire prendre en photo devant un bâtiment administratif ; le plan suivant montre une pancarte sur laquelle est inscrit : "VIVE LA FRANCE, VIVE MITTERAND [sic], VIVE L'ONU]. Pour les représentants du gouvernement rwandais, il est clair que la France vient les soutenir contre l'agression du FPR.

[Marin Gillier, micro en main, s'adressant aux villageois : "La France a décidé, euh, de lancer une opération au Rwanda. Je crois que le premier objectif est atteint avec, encore une fois, tous ces sourires qui fleurissent sur vos visages".]

La visite du camp se veut l'illustration de cette politique humanitaire [on voit Marin Gillier partager un plat de riz avec des réfugiés et leur dire "C'est chaud !", ce qui provoque un éclat de rire au sein de la foule].

Ici personne n'est en danger de mort. Si les conditions sanitaires sont précaires, si les médicaments manquent cruellement, la sécurité est néanmoins assurée. Seuls des Hutu chassés par la guerre habitent les lieux. Aucun Tutsi. Il n'y a plus de Tutsi à Kirambo [on voit des réfugiés du camp en train de se préparer à manger].

[Philippe Boisserie s'adresse à un infirmier : - "Il y avait combien de Tutsi à Kirambo ?". L'infirmier [une incrustation "Ephrem Kamarampaka, Croix-Rouge rwandaise" s'affiche à l'écran] : - "Euh, il y avait environ 800". Philippe Boisserie : - "Et ils sont où maintenant ?". Ephrem Kamarampaka : - "Certains se sont déplacés..., sont au Zaïre". Philippe Boisserie : - "Et les autres ?". Ephrem Kamarampaka : - "Les autres ont tombé dans..., dans ce massacre, euh..., dans ce massacre de la population ethnique". Philippe Boisserie : - "Il y en a combien qui ont été massacrés ?". Ephrem Kamarampaka : - "Euh, je ne connais pas le nombre". Philippe Boisserie : - "Vous m'avez dit 700 tout à l'heure". Ephrem Kamarampaka : - "Je disais aux environs de..., euh..., je pense".]

Combien ont participé aux massacres parmi ces danseurs et ces chanteurs

? L'histoire le dira peut-être. En attendant, les premières missions des soldats français ont montré qu'il y avait peu d'espoir de trouver beaucoup de rescapés des massacres. Reste alors la guerre entre gouvernement rwandais et FPR. Avec l'avancée de la ligne de front, c'est aussi l'avancée de problèmes plus politiques qu'humanitaires [on voit une foule de gens en uniforme, dont l'un porte un foulard frappé d'une croix rouge autour de son cou, en train de danser et chanter sous le regard des militaires français ; le reportage s'achève par un gros plan sur un portrait de Juvénal Habyarimana brandi par la foule].

[Benoît Duquesne, face caméra, devant le pont de la rivière Rusizi : "Nous nous trouvons devant le pont qui enjambe la rivière entre Bukavu, au Zaïre, et Cyangugu, au Rwanda [la caméra fait un gros plan sur la rivière puis se déplace lentement vers Benoît Duquesne]. Symboliquement, c'est ici qu'a débuté l'opération Turquoise quand les premiers éléments français de reconnaissance ont franchi ce pont il y a environ maintenant trois jours [une incrustation "Pont Frontière Rwandaise" s'affiche à l'écran]. L'opération Turquoise, c'est 2 500 hommes déployés en trois endroits différents le long de la frontière avec le Rwanda. Comment s'est opéré ce déploiement ? Récit d'Isabelle Staes et Pascal Pons".]

[Isabelle Staes :] Au-dessus de l'aéroport de Goma, le va-et-vient incessant des gros-porteurs. Transall, Hercules déversent des tonnes de matériels et des centaines d'hommes. Goma, base logistique de l'opération Turquoise [on voit des militaires français décharger des cartons d'avions gros-porteurs]. 2 500 hommes au total, en majorité des forces prépositionnées en Centrafrique, au Gabon, à Djibouti.

Plus au sud, l'aéroport de Bukavu. C'est le point le plus avancé de l'opération. 250 hommes parmi les unités les plus spécialisées de l'armée française, parachutistes et commandos marine [on voit des soldats en train de nettoyer leurs armes]. Ils savent qu'ils seront les premiers à rentrer au Rwanda mais ils ne savent pas ce qui les attend. Ils se préparent. Toute la nuit ils vérifient leur matériel. L'armement est sophistiqué : lunettes infra-rouge, gilets pare-balle et lance-roquettes.

5 heures du matin : le feu vert est donné, l'opération Turquoise est lancée [on voit des véhicules militaires descendre de nuit d'un avion gros-porteur]. Les militaires ne savent pas encore qu'ils seront accueillis avec des drapeaux bleu-blanc-rouge et des discours de bienvenue.

[Benoît Duquesne, face caméra, devant le camp de Nyarushishi : "Nyarushishi où nous nous trouvons maintenant est le principal camp de réfugiés dans cette partie du sud-ouest du Rwanda. 8 000 personnes environ y ont été

rassemblées. En majorité des Tutsi, l'ethnie minoritaire [l'incrustation précitée "Pont Frontière Rwandaise" s'affiche par erreur à l'écran]. C'est beaucoup et peu à la fois étant donné les massacres qui se sont déroulés dans la région. Beaucoup de personnes sont mortes, beaucoup ont fui et d'autres se cachent toujours dans des maisons ici. Elles n'osent pas sortir car si elles sortent, elles risquent d'être contrôlées, et sur l'un de ces fameux barrages que tentent de supprimer les militaires français. Des barrages qui sont devenus des barrages ethniques. Des barrages qui se transforment facilement, nous a-t-on dit, en cimetière. Sur la situation des Tutsi, ici dans la région, reportage d'Isabelle Staes et de Pascal Pons" [la caméra se déplace lentement vers la gauche, montrant ainsi toute l'étendue du camp de réfugiés].

[Isabelle Staes :] Il préfère s'éloigner lorsqu'il parle à la presse [on voit un homme noir en train d'être interviewé par Pascal Pons : - "Bon, c'est-à-dire que..." [il semble mal à l'aise]. Pascal Pons : - "Vous souhaitez qu'on s'éloigne un peu ?". L'homme noir : - "Oui, c'est ça"]. Il a peur des militaires rwandais [on voit en effet des soldats des FAR au béret rouge, dont l'un se dirige vers un soldat français]. Cet homme arrive de Kigali. Sa femme et ses trois enfants y ont été massacrés. Hutu modéré, il vient trouver refuge auprès des militaires français.

[L'homme s'adresse à un soldat français au béret rouge : "Il y a quelques rescapés dans..., qui sont cachés dans des collines... qu'il faudrait aussi sauver parce que sinon, même, euh, ici à..., à Cyangugu, il y a des gens cachés dans des maisons ! Qui ne savent pas sortir !".]

Comme tant d'autres, il s'est caché dans les maisons de Cyangugu [gros plan sur un panneau indiquant "Avenue du militant" ; une maison se trouve en contrebas de la route]. Dans celle-ci, vivaient des Tutsi soupçonnés d'appartenir au FPR [les vitres de la maison ont été brisées et, sur la façade, on peut lire l'inscription suivante : "FPR = TUEURS"]. Tout a été pillé, saccagé. Sur le sol, il reste les feuilles éparpillées d'un cahier d'écolier [gros plan sur des feuilles qui jonchent le sol].

[Isabelle Staes s'adresse à un homme noir (sans doute un religieux) vêtu de blanc : - "Est-ce qu'il y a des..., des Tutsi ici à Cyangugu ?". Le religieux : - "Oui il y en a, il y en a beaucoup. Mais certains ont pris la fuite..., la fuite au Zaïre. Les autres sont dans le centre des..., des réfugiés". Isabelle Staes : - "Donc ils peuvent pas vivre tranquillement ici à Cyangugu ?". Le religieux : - "Oui, ils ont peur".]

Des barrages le long des routes [on voit, au milieu d'une route, une branche d'arbre posée sur des pneus], à Cyangugu les contrôles d'identité

sont toujours de rigueur [on voit des miliciens et un militaire au béret rouge contrôler les papiers d'un véhicule rouge ; on entend un rire].

Un peu plus loin au bout d'une piste, la paroisse de Cyangugu. Quelques religieux s'y sont réfugiés. Nous y trouvons un seul prêtre tutsi. Il a réussi à fuir les milices hutu. Isolé, sans protection ici, il ne peut pas sortir [la caméra filme la façade du bâtiment religieux puis sa cour intérieure].

[Le prêtre : - "C'est diabolique, tout simplement. Vraiment, je n'y comprends rien, euh, je n'ai jamais vu des choses pareilles. Et puis tout le monde, en français, a dit justement que : 'Mon Dieu, si je fais un mal contre le pays, contre la..., la population qu'on me punisse'. Mais être né tutsi et que ce soit un péché pour moi, un crime pour moi qui mérite encore la mort, sans examen, sans quoi, sans jugement, je n'ai jamais vu ça, moi". Isabelle Staes : - "Vous avez peur encore aujourd'hui ?". Le prêtre : - "Oui, j'ai peur. Mais la peur c'est fini. Mourir ça ne me dit plus rien parce que j'ai vu tellement des gens qui meurent. À la fin, j'ai dit : 'Pourquoi pas moi ?'".]

Claire, elle, a pu quitter le Rwanda pour se réfugier ici au Zaïre. Hutu modérée, elle a toujours peur. Une partie de sa famille a été massacrée.

[Claire [elle s'exprime dos à la caméra] : - "J'ai vu une femme qui assassine une autre femme. J'ai vu les gens tuer les bébés. J'ai vu les gens manger les autres. J'en ai vu de tous les couleurs [sic]. Des Tutsi, des Hutu modérés, y'en a plus au Rwanda". Isabelle Staes : - "Donc, c'est trop tard ?". Claire : - "C'est trop tard pour, euh, pour..., pour pouvoir sauver ces vies humaines".]

[Benoît Duquesne interviewe à présent à Bukavu le colonel Jacques Rosier.]

Benoît Duquesne : Alors colonel Rosier, vous êtes donc l'un..., l'un des adjoints du..., du général Lafourcade.

Jacques Rosier : Oui.

Benoît Duquesne : Vous êtes arrivé à un..., le premier ici à Bukavu. Vous êtes l'un des premiers, d'ailleurs, à être entré au Rwanda.

Jacques Rosier : Oui.

Benoît Duquesne : Euh, vous avez été surpris par cet accueil que vous ont fait les Rwandais ?

Jacques Rosier : Euh..., oui. Euh, assez, puisque, euh, on pensait qu'on rentrait quand même dans un pays, euh..., beaucoup plus, euh..., euh, bouleversé que cela. Euh, bon, ceci dit, euh..., à la lumière de..., de ce que l'on savait, euh, par la..., la presse et les renseignements, euh, on se doutait que la population, de ce côté-ci du Rwanda, était favorable à notre, euh..., à notre arrivée.

Benoît Duquesne : Alors est-ce qu'y'a pas une ambiguïté justement de vous faire acclamer, euh, par des gens dont on sait que..., pour certains d'entre eux, ils ont participé à des massacres ?

Jacques Rosier : Eh bien, euh..., oui. Mais enfin, euh..., de toute façon, le..., quels que soient les Rwandais, euh, notre mission est claire, hein : c'est justement faire cesser les massacres et je pense que si on rentre de ce côté-là, euh..., ce n'est pas par hasard.

Benoît Duquesne : On parle beaucoup d'infiltrations. Est-ce que c'est une... – enfin de l'autre côté du Rwanda, euh, par des éléments du..., du FPR –, est-ce que c'est une chimère, est-ce que c'est une peur incontrôlée des Rwandais qui sont de ce côté-ci ? Ou est-ce que c'est une réalité ?

Jacques Rosier : [une incrustation "Colonel Jacques Rosier" s'affiche à l'écran] Eh bien, écoutez, euh..., à partir des premiers renseignements qu'on a recueillis sur le terrain, euh, il semblerait que ce soit une réalité, euh..., que je pense, euh..., possible dans la mesure où, euh, malgré tout, le..., les troupes du FPR continuent d'attaquer. Donc, euh, logiquement, sur le plan militaire, il est normal qu'elles fassent des reconnaissances profondes. Euh... [il s'éclaircit la voix], maintenant c'est à nous peut-être de vérifier [il sourit], euh, que cette..., que cette peur réelle, euh, est une réalité [il s'éclaircit à nouveau la voix].

Benoît Duquesne : Parce que quand les Rwandais parlent d'infiltrations ici – en général ce sont des Hutu –, et ils le disent pour justifier la chasse qu'ils ont... menée éventuellement contre des Tutsi.

Jacques Rosier : Alors effectivement c'est le..., c'est le risque, hein. Donc c'est à nous un peu de..., de faire la part des choses, hein.

Benoît Duquesne : Vous..., vous êtes pour l'instant tout à fait en bordure du Rwanda, dans des zones qui sont donc... plutôt favorables – des zones sous contrôle gouvernemental –, est-ce que vous comptez progresser davantage à l'intérieur du pays ?

Jacques Rosier : Eh bien, écoutez, moi je ne peux pas vous dire, euh, exactement quelles, euh..., quelles seront les..., quel sera le..., le..., le développement de cette opération. Moi pour le moment j'ai un secteur qui est Cyan-gugu, euh..., à développer jusqu'à Kibuye et la..., la forêt de..., de Nyungwe ainsi que en direction de la frontière burundaise, euh, sans la franchir bien sûr. Bon pour le moment c'est mon secteur et... je ne le dépasse pas [il sourit].

Benoît Duquesne : Et il y a eu donc aucun incident à..., pour l'instant ?

Jacques Rosier : Absolument aucun. Non, absolument aucun. Aucun

incident, euh..., vraiment y'a..., au contraire, euh, les gens, euh..., coopèrent, euh..., très vite. Très vite. Euh, on cherche parallèlement... – puisque cette coopération pourrait peut-être cacher un certain nombre de choses –, on cherche parallèlement, euh..., le plus discrètement possible à savoir s'il y a des gens menacés. Puisque c'est l'un de nos..., euh, de nos objectifs principaux.

Benoît Duquesne : Voilà. Merci général [sic]. Donc, euh, demain [26 juin] – si j'ai bien compris – l'opé..., l'une des opérations principales sera d'aller établir des points fixes, euh, ici en bordure du Rwanda dans des zones que vous estimez comme étant des zones plus..., plus menacées, plus dangereuses, euh, pour notamment, euh, certains des Tutsi ou des Hutu modérés qui les habitent actuellement.

[**Bruno Masure interviewe à présent François Léotard en duplex de Fréjus.**]

Bruno Masure : Merci Benoît Duquesne. Nous allons tout de suite retrouver en direct de Fréjus François Léotard, le ministre de la Défense. Bonsoir Monsieur le ministre. Avant d'évoquer tout à l'heure, euh..., le côté diplomatique ou politique de cette affaire, une ou deux questions sur le plan, euh, purement, euh, militaire : est-ce qu'il est tout à fait exclu que les troupes françaises pénètrent dans les zones, euh, contrôlées par le FPR ?

François Léotard : [une incrustation "Mairie de Fréjus, direct" s'affiche à l'écran] À l'heure qu'il est, les instructions que nous avons données, euh..., à nos forces sont de deux..., de deux ordres : d'une part, développer, euh, l'action humanitaire [une incrustation "François Léotard, ministre de la Défense" s'affiche à l'écran], c'est-à-dire reconnaître les lieux où des gens sont menacés ou dans des situations, euh, de difficultés, euh, sanitaires, ou..., ou de famine. Et la deuxième mission est de..., de..., de... ne pas s'approcher, euh – la deuxième consigne plus exactement –, est de ne pas s'approcher des..., de la ligne de front. Vous savez la ligne de front traverse le Rwanda à peu près du nord au sud et vers le Sud sur la route qui va de Kigali à Bujumbura au Burundi. Eh bien, pour l'instant, nous nous efforçons de ne pas nous approcher de cette ligne qui effectivement peut être une ligne de confrontation entre l'armée rwandaise et..., et les milices, et le FPR.

Bruno Masure : Précis..., précisément, euh, François Léotard, y'a eu un certain nombre de tensions à des barrages aujourd'hui. Et le Germa..., le général Germanos, qui est sur place, qualifie de "fragile" la situation. Est-ce que vous n'êtes pas un peu inquiet ?

François Léotard : Il a raison. Il a raison et je voudrais, euh..., vous dire que le reportage que je viens de voir est tout à fait... intéressant et...,

et positif incontestablement pour l'action que nous menons. Mais il faudrait se garder, euh..., de toute, euh, satisfaction prématurée. En effet la situation est très fragile, le général Germanos a raison de le dire. Elle est marquée par, euh..., beaucoup d'incertitudes, nous ne savons pas tout de la situation. Vous savez, nous avons actuellement par exemple au Rwanda moins de 500 hommes, et sur une région qui est quand même relativement vaste. Et donc nous ne savons pas la... – vous l'avez vu d'ailleurs dans le reportage –, la totalité des situations de détresse que nous pouvons rencontrer. Et je crois qu'il faut être très, très prudent. Je rappelle que notre rôle est d'attendre l'arrivée de la MINUAR II, c'est-à-dire de la force des Nations unies qui, euh, devrait nous remplacer... – et... nous le souhaitons, et je..., je le souhaite bien sûr –, nous remplacer le plus vite possible. Alors nous..., nous..., nous tâtons le terrain, nous regardons ce qui se passe, nous écoutons ce que l'on nous dit. Nous allons là où on nous décrit des situations de détresse ou..., ou de..., de péril. Et puis ensuite, eh bien, euh, nous..., nous regardons ce que nous pouvons faire physiquement. Et...

Bruno Masure : François Léotard, je vou..., pard..., excusez-moi, je voulais juste vous poser une question un peu plus personnelle : je voulais savoir ce que vous ressentiez en voyant à travers ces images, euh, euh..., la..., les hommes de l'armée française à l'œuvre actuellement, euh..., sur ce terrain difficile ?

François Léotard : Écoutez, comme..., comme..., euh, comme responsable de la Défense, je suis très heureux de voir les militaires français bien accueillis, bien entendu. Je..., je..., je dois souligner que nous..., nous ne savons pas ce que serait cet accueil. Ce pouvait être, euh, dangereux ou difficile. Et ça peut l'être demain, demain matin. Donc nous devons être très attentifs, très prudents. Il y a ce mouvement de générosité qui je crois pousse beaucoup de Français à aider, euh..., un pays en détresse. Mais il y a aussi, pour le gouvernement, la volonté de ne pas mettre en péril nos hommes. Et de ne pas provoquer par, euh, une présence militaire... – qui reste une présence militaire, bien entendu, même si elle a une... volonté pacifique, un objectif humanitaire –, de ne pas donner à cette présence un caractère qui pourrait provoquer, euh, l'une ou l'autre des deux parties en présence. Et c'est très délicat. Vous avez vu que les hommes qui le font le font avec beaucoup de finesse, de doigté. Mais c'est une situation très difficile car il n'y a pas affrontement. Nous ne le voulons pas. Et pour, euh, un militaire, c'est bien sûr..., ça suppose beaucoup de maîtrise de soi. Avec des moyens qui sont relativement modestes – il faut le dire – et, euh, avec, euh, ensuite une question

forte : qu'est-ce que nous faisons des réfugiés ? Que..., comment..., comment faisons-nous ? Et donc, nous sommes en contact par exemple aujourd'hui, euh, avec le CICR – le Comité international de la Croix-Rouge – pour faire en sorte que derrière nous, tout de suite, il puisse y avoir des secours en vivres, en médicaments, en médecins qui permettront à ces réfugiés d'être traités convenablement.

Bruno Masure : Nous allons évoquer ce..., cet aspect douloureux du problème dans..., dans un instant. Merci François Léotard. Nous vous retrouvons tout à l'heure pour évoquer rapidement l'aspect plus diplomatique de ce dossier.

François Léotard : Merci.

[Bruno Masure :] En tout cas, un certain nombre de militaires français sont au Rwanda depuis plusieurs jours avant même le déclenchement de cette opération, avec une présence extrêmement discrète. Il s'agit en effet pour eux d'évaluer les moyens logistiques, de localiser les camps et surtout de renseigner le quartier général sur les risques encourus par les soldats français. C'est la mission de commandos très spéciaux de l'armée française : les CRAPS. Précisions avec Stéphane Manier.

[Stéphane Manier :] [Le reportage s'ouvre sur un instructeur qui crie à ses soldats : "Le seul patron à bord, c'est le moniteur. Si le moniteur vous dit 'Stop, c'est pas bon, vous recommencez', vous fermez votre gueule et vous recommencer !"] Si vous voulez leur faire plaisir, appelez-les les Rambo de l'armée française. Les voici filmés sur leur piste d'entraînement au Gabon, à l'embouchure du fleuve Malibé. C'est la piste la plus dure du monde, ils en sont très fiers. "Ils", ce sont les CRAPS. Traduisez : "Commandos de recherche, d'approche et de protection spéciale" de l'armée française. Ils sont ici filmés sans arme. Mais ça suffit, vous avez compris [diffusion d'images de soldats commandos en train de s'entraîner dans des conditions très éprouvantes].

[Capitaine Valin, "formateur commando" : "Ce sont des combattants, euh..., particulièrement redoutables. Et quand ils sont lâchés [inaudible]".]

Dans le cas d'opérations spéciales ou particulièrement dangereuses, ce sont ces hommes qui sont envoyés en éclaireurs. Ils sont formés à toutes les privations et à tous les combats [on voit un instructeur dans l'eau marécageuse en train de crier à ses élèves : "Allez, allez, allez ! Eh, y'en a qui foutent rien ! Ils faut qu'ils aillent devant les gars !". Un autre instructeur : Allez ! Allez, allez, allez, allez !"]. Leur mission type : être infiltrés en territoire hostile pour nettoyer les lieux et donner le feu vert aux opérations militaires.

Enfin, les opérations que l'on voit. Car eux en général sont déjà sur place mais discrètement. Car la guerre, ils aiment ça, ils ne demandent que ça. Et il vaut mieux les laisser loin des regards quand le militaire veut officiellement faire de l'humanitaire [diffusion à nouveau d'images de commandos à l'entraînement].

[Bruno Masure :] Au total environ 2 500 soldats français vont être donc engagés dans cette opération Turquoise, dont 1 500 étaient déjà prépositionnés – comme on dit dans l'armée –, euh, sur le continent africain, un millier d'autres étant acheminés de métropole. Tous ces hommes sont répartis sur deux bases arrières à la frontière du Zaïre. Précisions avec François Cornet.

[François Cornet :] L'opération Turquoise au Rwanda mobilisera effectivement au total 2 500 militaires français, tous volontaires et appartenant aux unités d'élite de la Force d'action rapide, infanterie de marine, légion étrangère et 11^{ème} division parachutiste [gros plan sur une rangée de blindés de l'armée française]. À ce dispositif [on entend un militaire crier à ses hommes : "Allez en avant !"], se sont joints des commandos de l'air de la marine ou de l'armée de terre. Pour l'instant, près de 1 500 hommes puisés dans les forces françaises prépositionnées en Afrique – Gabon, Centrafrique, Sénégal et Réunion [gros plan sur l'entrée de l'aéroport de Goma] – ont été déployés sur deux bases en territoire zaïrois : Goma, au nord, et Bukavu, au sud, près de la frontière rwandaise [diffusion d'une carte de la région des Grands lacs localisant la ligne de front ainsi que les villes de Goma et de Bukavu]. Le millier d'hommes complétant ce dispositif devrait arriver sur place dans les deux prochains jours.

Première mission des forces françaises à partir de ces deux bases au Zaïre : l'évaluation en territoire rwandais des besoins humanitaires dans les camps de réfugiés tutsi, tant dans les domaines de la santé que ceux du ravitaillement en vivres [diffusion d'images de réfugiés du camp de Nyarushishi].

Des opérations à caractère ponctuel, limitées pour l'instant au sud-ouest et à l'Ouest du pays [la même carte que ci-avant est à nouveau diffusée ; elle indique en plus les villes de Gisenyi et Kibuye ; au sud-ouest, une flèche part de la direction de Nyarushishi vers Kibuye]. L'objectif n'étant pas de s'implanter au Rwanda [gros plan sur un panneau indiquant : "Bienvenue en République rwandaise / Welcome in Republic of Rwanda / Préfecture de Cyangugu"] mais d'effectuer des incursions en territoire rwandais en évitant soigneusement tout contact avec l'armée rwandaise, essentiellement hutu – qui considère les Français comme des alliés [on voit une foule de gens masquée au bord d'une route ; deux personnes portent un panneau sur lequel se

trouve inscrit "VIVE LA FRANCE"] –, que les éléments du FPR de l'ethnie tutsi [gros plan sur une pancarte qui indique : "VIVE LA COOPERATION FRANCE-RWANDAISE"], qui les voyaient jusqu'à présent comme des ennemis mais qui ont aujourd'hui assoupli leur position à l'égard de l'opération Turquoise, déclarant qu'elle [sic] ne s'opposerait pas à cette intervention si elle demeurerait strictement humanitaire.

En écho à ce bémol, l'échelon médical militaire français d'intervention rapide déploie son hôpital de campagne à Bukavu. Parallèlement, la coordination des militaires avec les organisations humanitaires se met en place. Comme l'a souligné François Léotard, les ONG, sous la protection des soldats de Turquoise, seront chargées du ravitaillement et de l'aide médicale aux réfugiés.

Fin prévue de l'opération Turquoise : fin juillet. Après que les forces françaises, africaines ou européennes, qui pourraient à leur tour s'engager dans cette intervention à caractère humanitaire, aient passé le relais aux Casques bleus de l'ONU [diffusion d'images d'un avion gros-porteur en train de décoller].

[Bruno Masure interviewe à présent Laurent Boussié en duplex de Kigali.]

Bruno Masure : Retour à la situation sur place et précisément dans le centre de ce pays, à Kigali, la capitale. Encore des combats ce matin au mortier ou encore à l'arme légère. Les responsables des Nations unies sur place ont été contraints de suspendre leur projet d'évacuation de réfugiés bloqués derrière les lignes de front. Je vous propose de retrouver tout de suite en direct au téléphone notre envoyé spécial, Laurent Boussié, qui est là-bas avec Jean-Marie Lemaire et Gérard Flégeau. Je..., euh..., Laurent Boussié, bonsoir. Quelle est la situation sur le plan militaire ce soir ?

Laurent Boussié : Écoutez, après les combats et les bombardements de ces derniers jours, la nuit dernière et la journée d'aujourd'hui ont été à peu près calme à Kigali. Il y avait même un cessez-le-feu qui avait été négocié, euh, pour aujourd'hui entre 8 heures et 12 heures – entre 8 heures ce matin et midi – par l'ONU avec les belligérants. Mais comme vous l'avez dit, euh, un cessez-le-feu à Kigali c'est quand même des coups de canon, quand même des coups de mortier et quand même quelques combats à l'arme légère.

Bruno Masure : Vous avez assisté aussi à la..., à la manifestation anti-française, dont on a pas mal parlé. Est-ce que vous pouvez nous en dire plus, est-ce que les manifestants étaient nombreux ? Et sur quels slogans ?

Laurent Boussié : Écoutez. Oui, écoutez, c'était une manifestation qui

a eu lieu hier après-midi [24 juin]. Quelques milliers de femmes et d'enfants, avec quelques hommes aussi, réunis par le FPR pour une démonstration anti-française où évidemment le Président Mitterrand, le président de la République, était traité, euh, de..., de traître et..., et de..., et d'assassin. Une manifestation, euh, tout en haute en couleur [sic] mais parfaitement organisée par le FPR, euh..., qui attendait par exemple l'arrivée de la presse, euh, occidentale pour faire, euh, chanter les gens, pour, euh, les faire avancer, pour les faire taper dans leurs mains. Alors, euh, y'a aussi un détail qui était tout à fait intéressant : nous sommes arrivés avec des journalistes, euh..., anglo-saxons, américains, avec des journalistes, des photographes. Et, euh..., plusieurs personnes se sont dirigées directement vers moi en me disant : "C'est vous le journaliste français ?". Visiblement ils avaient été parfaitement renseignés et s'est formée à ce moment-là autour de moi une espèce de..., de..., de..., de..., de..., de nuée, euh, humaine qui a commencé, non pas à me prendre à parti mais à me poser des questions sur l'attitude du gouvernement français. Euh, la tension n'était pas très forte. Ce n'était pas vraiment hostile mais c'était quand même quelque chose.

Bruno Masure : Selon vos informations – et elles sont bonnes – y'a eu aujourd'hui à Kigali une réunion des..., des responsables du FPR. Selon vous qu'est-ce que ça peut préparer ?

Laurent Boussié : Écoutez, euh..., c'est en..., c'est en voyant arriver et en voyant passer dans la rue les gardes du corps des hautes personnalités du FPR que nous avons déduit, euh, qu'une réunion avait lieu aujourd'hui à Kigali. Alors, euh..., une réunion pour quoi faire ? Y'a..., y'a deux options en fait : soit c'est pour, euh, parler de négociations. Une option que je..., que j'écarterais. Soit pour préparer les prochaines offensives. Euh, en..., en..., en allant sur la route aujourd'hui, nous avons vu, euh, des..., des voitures chargées de soldats qui, euh, montaient vers, euh, Kigali, c'est-à-dire vers le front. Et d'autres qui en repartaient, c'est-à-dire ceux qui avaient combattu les..., les jours précédents.

Bruno Masure : Est-ce que vous pouvez nous dire un mot de la situation sanitaire qui apparemment se dégrade, euh, d'heure en heure, sinon de jour en jour ?

Laurent Boussié : Écoutez, alors la situation sani..., sanitaire est actuellement, euh, catastrophique à Kigali. Depuis quatre jours maintenant, il n'y a pas eu, euh, d'évacuation, euh, de blessés, euh..., et..., et la situation devient..., devient dramatique. Aujourd'hui, heureusement, un camion de la Croix-Rouge, euh, est arrivé. Mais sinon, ils..., ils manquaient de pansements,

euh, par exemple. Euh..., comme des..., en plus comme des obus sont tombés, euh..., tout au long de la journée – pas beaucoup mais quelques obus, euh, suffisent à..., à créer, euh, l'instabilité – euh..., les évacuations n'ont toujours pas pu avoir lieu. Mais malgré ces obus, aujourd'hui le CICR et l'ONU, euh, ont réussi à évacuer 70 blessés de l'hôpital de la Croix-Rouge vers l'hôpital, euh, King Faisal qui est un tout petit peu moins surchargé.

Bruno Masure : Merci infiniment Laurent Boussié pour, euh..., ce témoignage en direct du Rwanda.

À l'origine de ce nouveau drame et effroyable que vivent les populations rwandaises depuis maintenant plus de 10 semaines, l'attentat – encore mystérieux d'ailleurs – visant l'avion du Président rwandais. Un attentat qui a donné en quelque sorte le signal des combats et des massacres qui auraient fait – on l'a dit – selon certaines estimations environ 500 000 morts ! On ne saura peut-être jamais exactement puisqu'on l'a dit, les soldats français ont encore découvert de nouveaux charniers. Dans ce pays martyr, aucune ethnie n'a été épargnée par les massacres, ni les Hutu, largement majoritaires, ni les Tutsi qui représentent environ 15 % de la population et qui sont largement représentés dans les rangs du FPR. Rappel signé Dorothee Olliéric.

[Dorothee Olliéric :] 200 000, 300 000 ou peut-être 500 000 [une incrustation "Kigali, avril 1994" s'affiche à l'écran alors qu'il s'agit d'images du charnier découvert dans la région de Nyanza le 24 avril 1994], impossible de donner le chiffre exact des victimes des deux derniers mois de massacre au Rwanda. Mais à ce niveau, les chiffres ne signifient plus grand-chose et les images sont là pour témoigner.

Alors, comment en sont-ils arrivés là ? A priori Hutu et Tutsi ne constituent pas des ethnies différentes puisqu'ils parlent la même langue, ils ont la même religion et ont le sens d'appartenir à une même nation. Au Rwanda, on raconte encore une légende qui dit qu'il y a des siècles, il a été décidé que tout Rwandais qui posséderait plus de 10 vaches serait tutsi, les autres seraient hutu. Autre façon de dire que les uns étaient des seigneurs, les autres des paysans, comme le montre ce document d'archive.

[Diffusion d'un documentaire en noir et blanc ; une incrustation "documents R.T.B.F" s'affiche à l'écran : "Les Bahutu, qui représentent 90 % de la population sont des paysans bantous, à l'âme lourde et passive, ignorants tout souci du lendemain".]

Depuis la Première Guerre mondiale et jusqu'en 1959, toute l'histoire du Rwanda repose sur ce dualisme [on voit un homme blanc en train de mesurer la taille du nez et des yeux de Rwandais]. C'est l'époque où les

Belges administrent le pays et soutiennent les Tutsi, qui représentent alors plus de 10 % de la population et dominent les 90 % de Hutu.

Mais en 59, les Belges changent leur fusil d'épaule au nom des idéaux de la démocratie chrétienne. Ils se mettent à soutenir le peuple hutu qui commence à cette période les premiers massacres des Tutsi [on voit une foule de gens en train de se battre]. Ils s'ensuit un exode de quelque 300 000 Tutsi vers l'Ouganda. Le 1^{er} juillet 1962, le Rwanda hutu devient indépendant et pour les Tutsi commencent 30 années d'humiliation, de massacres et encore d'exode [la diffusion d'extraits du documentaire de la RTBF s'achève sur des images montrant des Rwandais en train de voter].

Aujourd'hui ce sont les fils de ces exilés tutsi qui forment le gros des troupes du Front patriotique rwandais. Et si la haine n'est pas ancestrale, le sentiment de vengeance est désormais bien présent. Depuis 1990 ils ont pu conquérir le Nord du pays mais l'objectif pour eux était de libérer la totalité du Rwanda [diffusion d'images d'archives montrant des soldats du FPR au combat].

En 93, pourtant, ils vont signer les accords d'Arusha qui prévoient un gouvernement d'union nationale. Mais la paix est fragile et il aura suffi d'un attentat et de la mort des Présidents rwandais et burundais pour remettre le feu aux poudres [on voit des militaires des FAR en train de marcher dans une rue de Kigali].

[Bruno Masure interviewe à présent en plateau Josée Kabagema et Joseph Ngarambe et, en duplex de Fréjus, François Léotard.]

Bruno Masure : Avec nous sur ce plateau trois Rwandais qui vont nous faire part tout simplement de leur sentiment sur le drame que vit leur pays et sur l'efficacité ou non de cette intervention française. Josée... Kabagema qui est top-model chez Cardin, qui est fond..., qui est d'origine tutsi et qui est fondatrice, euh..., de l'association l'"Alliance pour le Rwanda". Joseph Ngarambe, qui est ancien fonctionnaire au centre, euh..., fran..., culturel français de Kigali, qui est d'origine hutu. Et un autre fonctionnaire de ce centre culturel, qui est lui d'origine tutsi : Charles Ruba... guyima [Rubagumya]. Je voulais simplement vous demander comment vous réagissez à..., à toutes ces images d'horreur que nous venons de..., de revoir une nouvelle fois ? [Silence] Josée ?

Josée Kabagema : Eh bien, euh, des..., les images d'horreur maintenant elles sont absolument démentielles et c'est vrai qu'elles..., pour moi qui suit une Française, euh..., enfin d'origine rwandaise, ça a été atroce de pouvoir regarder ça sans pouvoir rien faire et de voir que la..., les instances interna-

tionales ne faisaient rien du tout et ne bougeaient pas. Et que donc nous avons été obligés, nous, euh, finalement de faire une association pour pouvoir aider les gens sur place. Et... puis maintenant, bon, les Français interviennent [une incrustation "Josée Kabagema, "Association Alliance pour le Rwanda" s'affiche à l'écran]. Mais pour nous ça a vraiment été quelque chose d'atroce étant donné que c'était quelque chose de prévu depuis très longtemps avec les listes de personnes à tuer, avec la carte d'identité avec la mention de l'ethnie. Ça c'est quelque chose qu'on n'a pas pu éviter parce que moi je crois qu'il vaut mieux, euh..., prévenir que guérir. Nous n'avons pas pu le faire et maintenant c'est...

Bruno Masure : Et vous, vous aidez tous vos compatriotes quelle que soit leur origine ethnique ?

Josée Kabagema : Ah oui quelle que soit l'origine ! Parce que, vous savez, quand on voit les massacres de personnes, on peut pas tout de suite se dire : "C'est un Hutu, c'est un Tutsi". Tout le monde a souffert beaucoup dans ces évènements-ci, étant donné qu'on a tué surtout les modérés et qu'on a tué aussi, euh..., les..., les Tutsi de toute façon. Et, euh, c'est toutes les personnes qui étaient pour la démocratie, qui voulaient que il y ait un changement, euh..., au Rwanda. Et c'est ça qui, euh..., qui nous a surtout, euh, beaucoup, euh..., qui nous a beaucoup effrayés, qui nous a beaucoup, euh, mis très, très mal, en fait.

Bruno Masure : Ma question s'adresse... aux deux hommes qui sont à vos côtés également. L'un – je le disais – est d'origine tutsi, l'autre hutu. On a..., on a beaucoup de difficultés en France à comprendre, euh, ces haines absolument extraordinaires, euh, qui..., qui opposent ces..., ces ethnies depuis des dizaines d'années. Comment, vous, vous réagissez ? Vous qui avez de la distance puisque... vous vivez maintenant en France ?

Josée Kabagema : Euh, vous parlez de moi ?

Bruno Masure : Oui, ou vos..., ceux qui vous entourent [inaudible]. Ils ont la parole.

Josée Kabagema : Mes compatriotes ? Mes compatriotes en fait ils... Euh..., Joseph Ngarambe, il est hutu. Euh, lui il a travaillé dans un parti d'opposition, euh..., au Rwanda. Et il a été évacué le 12, euh...

Joseph Ngarambe : Avril.

Josée Kabagema : Le 12 avril. Et donc il a une expérience à vous...

Joseph Ngarambe : J'ai effectivement été évacué le 12 avril. Euh..., c'était l'ambassade de France qui m'a évacué. Euh..., pour moi, euh, je viens de regarder l'horreur, c'est... Je l'ai vécue. Et..., mais je pense que le problème

est toujours mal posé, jusqu'aujourd'hui.

Bruno Masure : Il faut le poser comment alors ?

Joseph Ngarambe : Euh, c'est pas un problème entre Hutu et Tutsi comme... d'aucuns ont tendance à le..., à l'affirmer. Et..., et il s'agit d'un problème politique. Il s'agit d'un problème politique. Évidemment les Tutsi ont été pris comme des boucs émissaires et c'est le langage que, euh..., le monde pouvait comprendre. C'est ça qu'ils ont..., qu'ils ont pris comme..., comme élément.

Bruno Masure : Est-ce que vous pe..., à titre personnel, vous êtes favorable à l'intervention de..., des Français là-bas actuellement ?

Joseph Ngarambe : Ce n'est pas une affaire d'être favorable ou non, c'est..., c'est que ça paraît indécent au... vu des antécédents français au Rwanda. Ils ont..., ils ont fortement soutenu le régime en place, lequel régime en fait, euh, ne s'est mis à faire des massacres que pour se maintenir au pouvoir. Euh, alors avec ça, c'est..., ça risque de compliquer le problème.

Bruno Masure : Merci pour..., pour ce témoignage. Je vous propose de..., de retrouver tout de suite, euh..., en direct, euh, de sa mairie de Fréjus, François Léotard, le ministre de la Défense, euh, qui est toujours avec nous. Euh..., Monsieur le ministre de la Défense, la..., la "pureté" entre guillemets des intentions françaises, euh, avait été largement mise en doute avant, euh, le déclenchement de cette intervention, y compris chez nos très proches alliés européens ou américains. Est-ce que vous avez le sentiment maintenant de les avoir rassurés ou est-ce que vous sentez une évolution... politique ?

François Léotard : Je crois que cette évolution est en train de se faire [une incrustation "Mairie de Fréjus, direct" s'affiche à l'écran]. Nous avons des contacts permanents avec, euh, nos partenaires de l'UEO notamment et avec les Américains. J'ai eu moi-même plusieurs de mes collègues ministres de la Défense européens. Et peu à peu il apparaît d'abord qu'ils vont nous aider, en termes logistique ou, euh, de santé, en matériels de santé. Et ensuite que politiquement ils soutiennent – ce qui est notre thèse – l'idée simple que nous ne sommes là que en attente, en relais de l'arrivée de la MINUAR II, c'est-à-dire de la force des Nations unies. Et je crois que c'est la position de la France. Alors peut-être faut-il expliquer encore davantage ! Mais nous n'avons aucunement l'intention de rester. Nous n'avons aucunement l'intention d'accomplir des actes militaires. Je le rappelle une nouvelle fois si c'était nécessaire. Nous..., nous sommes là parce que il y a eu en France, et dans le monde – et à juste titre –, une très grande émotion à partir de ces massacres [une incrustation "François Léotard, ministre de la Défense"]

s'affiche à l'écran] et que nous considérons, euh, que un génocide, en 1994, parce que c'était bien de cela qu'il s'agissait, euh, la communauté internationale ne pouvait pas l'accepter. Nous avons regretté d'être un peu seul à..., à le faire au début. Je crois que maintenant un certain nombre de pays – dont des pays africains parce que c'est là, la clé –, un certain nombre de pays nous rejoignent. Eh bien, j'espère qu'ils seront nombreux petit à petit. Nous avons l'assurance d'avoir des Sénégalais qui demain [26 juin] pourront participer à l'opération, des Guinéens, euh, je l'espère dans quelques jours. Nous souhaitons que les Africains eux-mêmes puissent à l'avenir gérer ce type de conflit, ce type de crise. C'est d'abord bien sûr leur responsabilité. Nous n'avons aucunement l'intention de nous substituer à eux.

Bruno Masure : Merci Monsieur le ministre de..., de ce témoignage, encore une fois en direct de Fréjus.

En tout cas cette intervention française au Rwanda a d'ores et déjà des conséquences tout à fait directes sur cette région du continent africain en perpétuelle ébullition et où les imbroglios politico-ethniques n'ont cessé d'entraîner conflits et troubles divers. C'est vrai particulièrement du Burundi qui partage les mêmes, euh..., alliances ethniques et le même, euh..., histoire [sic] ensanglantée que le Rwanda. C'est vrai du Zaïre où le Président Mobutu est en quelque sorte remis en selle. Ou encore de l'Ouganda anglophone dont les dirigeants sont très soutenus par le RP..., le FPR pardon. Précisions tout de suite avec Jérôme Bony.

[Jérôme Bony :] Trois jours après l'assassinat des Présidents du Rwanda et du Burundi [une incrustation "Kigali, 9.4.94" s'affiche à l'écran], l'opération Amaryllis vient sauver les ressortissants étrangers de Kigali. Ce n'est pas la première intervention de militaires français au Rwanda [diffusion d'images d'archives de l'opération d'évacuation Amaryllis]. En octobre 90, sous couvert déjà d'évacuations humanitaires, 150 soldats débarquent dans la capitale et y restent jusqu'en 93 où ils sont renforcés par 450 autres paras qui soutiennent le régime du Président Habyarimana contre une offensive du FPR, le Front patriotique rwandais [diffusion d'une image d'archive de Juvénal Habyarimana].

Aujourd'hui à Kigali, des déserteurs de l'armée rwandaise témoignent sous contrôle des combattants du FPR.

[Un jeune homme noir en survêtement témoigne devant des soldats du FPR : "Ce sont eux qui depuis 90, euh, les Français, euh..., ont aidé, euh, les Forces armées rwandaises à faire la guerre. Ils ont même participé au front. Alors jusqu'à présent moi je ne suis pas convaincu que ils viennent pour une

action humanitaire. Je pense que ça..., ça c'est..., ça c'est tromper les gens".]

La famille du Président assassiné s'est réfugiée en France. En fait, les ponts ne sont pas coupés entre Paris et Kigali [on voit Agathe Habyarimana, son avocate et des membres de sa famille – dont Séraphin Rwabukumba – dans un appartement parisien]. D'après le journal *Libération*, c'est sur intervention de la cellule africaine de l'Élysée que l'armée rwandaise a sauvé du massacre des personnalités réfugiées dans cet hôtel des Mille Collines [on voit des réfugiés à la fenêtre de l'hôtel].

Le FPR, qui tient une grande partie de la capitale, a lui ses bases arrières en Ouganda [diffusion d'images d'archives montrant des soldats du FPR au combat puis en train de chanter]. Impossible, pour 80 observateurs de l'ONU du secteur de Kabale, de surveiller les trafics d'armes sur 170 kilomètres de frontière [diffusion d'une carte de la région des Grands lacs localisant la ville de Kabale au sud de l'Ouganda]. Même si le Président Museveni ne soutient pas ouvertement les rebelles rwandais, il sait que les réfugiés qui déstabilisent l'Ouganda ne rentreront pas chez eux avant la chute du régime rwandais [on voit Yoweri Museveni répondre à une interview].

Au Zaïre [diffusion d'une carte de la région des Grands lacs localisant les villes de Kinshasa, Bujumbura et Kigali], le Président Mobutu soutient, lui, ce régime rwandais. La partie est de son pays, le Kivu, est le fief d'une opposition divisée par les querelles ethniques [on voit Sese-Seko Mobutu en train de donner une conférence de presse]. À travers la frontière avec le Rwanda, à Goma, transitent des armes destinées aux forces gouvernementales [diffusion d'une carte du Rwanda et de l'Est du Zaïre localisant la ligne de front ainsi que les villes de Kigali et de Goma].

Mais c'est le Burundi au sud qui est le plus gravement menacé par la guerre civile rwandaise. Dès octobre dernier, après l'assassinat du Président Ndiadaye [Ndadaye], les Hutu massacrent les Tutsi par dizaines de milliers [diffusion d'images d'archives montrant des huttes en train de brûler et un corps flotter sur une rivière]. Le parti au pouvoir est en majorité hutu alors que l'armée, elle, est tutsi. Et la position du président de l'Assemblée nationale, aujourd'hui à la tête du pays pour trois mois de transition, est particulièrement fragile [on voit Sylvestre Ntibantunganya à l'image]. Il faut, dans les prochaines semaines, lui trouver un successeur pour gouverner un pays qui est une véritable poudrière [diffusion d'images d'archives de réfugiés].

[Bruno Masure interviewe à présent en plateau Charles Rubagumya.]

Bruno Masure : Voilà. Je vous propose avant de voir les autres repor-

tages, euh..., de nos envoyés spéciaux, de redonner la parole à l'un de nos invités rwandais, euh, qui a reconnu sur des images que nous avons diffusées, euh..., des..., des..., des tortionnaires. C'est cela ?

Charles Rubagumya : Ouais, j'ai vu un étudiant qui ét..., un militaire qui étudiait à l'université, qui était même en prison avant même que ceci éclate, parce que il menaçait les étudiants à l'université [une incrustation "Charles Rubagumya, Réfugié" s'affiche à l'écran]. Et après, il a fait des..., il avait de..., de l'armement à l'un..., à..., dans sa chambre. Puis il a été pris, euh, en mars je pense. Maintenant il était en prison. Là je le vois à l'extérieur.

Bruno Masure : Donc quelqu'un l'a libéré ?

Charles Rubagumya : Bah, quelqu'un l'a libéré. Pourtant il n'avait..., il n'était même pas jugé.

Bruno Masure : Et est-ce que ce nombre de..., de..., de cas, c'est un cas isolé ou y'a beaucoup de..., de situations comparables selon vous ?

Charles Rubagumya : Euh, plusieurs cas comparables parce que tous ces massacres ont toujours restés impunis [sic]. Ces derniers temps avant que je quitte le pays, y'avait..., y'avait aucune nuit sans cadavres le matin dans la rue. Et le lendemain tu voyais le même... bourreau qui..., te..., se promener. Tu étais menacé le soir. Tu allais à la..., à la justice. Ils le prenaient, il passait une nuit là. Ils revenait cette fois-là pour te menacer de mort. Finalement on..., on était obligé de nous cacher, nous. Parce que on voyait déjà notre..., les menaceurs [sic] sont là... Ils nous..., y'a pas de... Ils se restent impunis [sic]. On avait [inaudible] à se promener devant ce..., cette situation.

Bruno Masure : Merci beaucoup pour..., pour ce témoignage.

Avant même le démarrage de l'opération Turquoise, le principe même de cette intervention militaire française avait été condamné par l'OUA. Pour l'instant – on l'a dit – la plupart des pays africains observent avec prudence l'évolution de la situation. Seul le Sénégal... – François Léotard y a fait allusion il y a un instant –, seul le Sénégal a décidé de s'impliquer directement et surtout militairement. Un premier contingent a débarqué hier soir [24 juin] à Goma. L'opinion sénégalaise semble pour l'instant partagée entre approbation et inquiétude. Reportage de nos envoyés spéciaux à Dakar, Laurent [Jérôme] Cathala, Jacques Gérard.

[Jérôme Cathala :] La cité universitaire de Dakar [une incrustation "Dakar, ce matin" s'affiche à l'écran]. Depuis près d'un mois, étudiants et enseignants sont en grève. En cause, les conditions de vie et d'études ainsi que l'augmentation des frais d'inscription. Ici on lit surtout la presse non gouvernementale, celle qui s'intéresse plus au sort des dirigeants d'opposition

emprisonnés qu'au Rwanda [gros plan notamment sur des Unes de journaux].

[Un Sénégalais : "D'accord [inaudible]. Il faut..., il faut envoyer des soldats au Rwanda mais je pense que, aussi, la maison brûle ici".

Un autre Sénégalais : "Aujourd'hui le Sénégal est en train encore de s'embourber et d'embourber nos..., nos propres forces dans une guerre qui ne nous, euh, concerne pas".

Une Sénégalaise : "Le Sénégal doit comme tous les autres pays d'africains [sic], doit de soucier des..., des..., des..., des..., des problèmes des Africains d'abord".]

Face à un climat d'agitation sociale larvée, l'opposition se veut responsable. Le numéro deux du Parti démocratique sénégalais, favorable à l'intervention sénégalaise, explique la relative indifférence de ses compatriotes à l'égard du Rwanda.

[Ousman N'Gom [Ousmane Ngom], "N° 2 Parti démocratique sénégalais" : "La population a d'autres préoccupations, qui sont des préoccupations de survie. Mais le Sénégal a toujours eu une tradition d'entraide et d'assistance. Nous l'avons fait à l'époque, euh, lorsque d'autres pays africains ou même au-delà de l'Afrique ont connu ce genre de crise".]

[Jérôme Cathala, face caméra, dans une rue de Dakar : "Malgré les difficultés économiques et sociales, malgré la situation politique, l'intervention des forces sénégalaises au Rwanda est plutôt bien perçue ici. Mais c'est par rapport aux autres pays africains que Dakar se trouve isolé".]

Car pour l'instant, l'Afrique reste dans une prudente expectative. Seule le Ghana suit l'exemple sénégalais. Comme au Liban, comme au Libéria, comme plus récemment lors de la guerre du Golfe, Dakar joue donc sa propre partition. En espérant trouver d'autres partenaires, lundi prochain [27 juin] à Libreville, lors du sommet des pays africains francophones [diffusion d'images de soldats Sénégalais].

[Bruno Masure :] Peut-être tout simplement parce que les choses semblent bien se passer pour le moment sur le terrain, cette intervention militaire française paraît chaque jour mieux comprise à l'étranger, même si pour l'instant encore, euh, la plupart des gouvernements se contentent de proposer une aide logistique ou humanitaire.

Au sommet de Corfou, les dirigeants européens ont apporté sans ambiguïté un appui politique à cette opération, en demandant au passage que les responsables du génocide, euh, perpétré au Rwanda soient traduits en justice. Lors de la conférence de presse finale cet après-midi, François Mitterrand est revenu sur cette affaire.

[François Mitterrand, assis devant les drapeaux français et européen : "Le fait que... soient réunis 12 responsables... – qui chacun dans son pays sait de quoi il retourne, dans la parole, euh, que..., que sa parole engage, le moindre mot, la moindre rectification est guettée, euh, sa presse en ferait état –, eh bien, ils nous ont tous dit, à la question qui leur a été posée, qu'ils soutenaient l'initiative française. Alors maintenant vous me diriez : "Mais est-ce qu'ils soutiennent en envoyant leur...". Il y en a qui, euh..., participeront à ce qu'on appelle la logistique, d'autres qui s'apprêtent peut-être à apporter, euh, leur contribution en hommes, d'autres... Ça c'est tout à fait variable. Et ce n'est pas propre d'ailleurs aux 12. Des propositions nous ont été faites qui viennent d'Afrique ou qui viennent de quelques autres pays. Enfin nous avons engagé notre action en souhaitant être aidé, mais en prenant nos responsabilités par nous-mêmes et pour nous-mêmes. [Plan de coupe] La mise en place matérielle et humaine se passe dans des conditions extrêmement correctes, euh, donc très méticuleuses, très précises. Et que le..., la pénétration dans le..., sur le territoire rwandais, euh, s'est effectuée – si je vous lis bien mais d'après aussi nos informations – avec, euh, l'accord parfois très chaleureux de la population".]

[Bruno Masure :] Environ 400 hommes du RICM de Vannes sont déjà sur place et 200 s'apprêtent à partir en renfort pour le Rwanda dans les heures à venir. Reportage Jacques Deveaux, Gabriel Camilla.

[Jacques Deveaux :] Pour ces femmes depuis quelques jours, le quotidien s'appelle Rwanda. Leurs maris, militaires au RICM, font partie de l'opération Turquoise. Les missions périlleuses, le danger, elles connaissent. Les opérations du RICM ne manquent pas. La dernière en date se poursuit encore, à Sarajevo.

[Christelle Lebenoit, assise à côté de son mari : "Non, on s'habitue jamais. Puis après faut s'adapter encore, euh..., c'est dur. On se retrouve seule d'un seul coup, quoi".]

Alors dans ces moments-là, on fait bloc. On se passe les dernières photos. On donne les dernières nouvelles. Se retrouver ensemble permet de surmonter le stress [on voit Brigitte Sartre en train de montrer des photos de Kigali à d'autres épouses de militaires].

[Brigitte Sartre : "Bien sûr qu'il y a une crainte mais nous avons, euh, confiance et, euh, nous sommes co..., contentes de..., de la mission de nos maris. Et nous..., nous avons..., enfin, nous avons le moral. Nous nous soutenons moralement toutes. Et nous avons le moral parce que nous voulons, euh, montrer à nos maris que nous avons le moral pour eux et aussi pour nos

enfants”.

Pascale Lesert : ”Je fais la politique de l’autruche avec mes enfants. On n’en parle pas. Papa il est en Afrique. Parce que mon fils avait très, très mal vécu l’époque de Sarajevo. Donc là, Papa est en Afrique, il revient pendant les vacances. Quand Papa sera là on ira à la pêche. ’Faut acheter une canne à pêche’, Papa lui a dit au téléphone. On ira visiter les parcs d’attraction et puis bon, euh... Non, non, les enfants regardent les dessins animés au moment des informations. Et moi dans l’autre pièce, euh, c’est les informations [sourire], euh... C’est vrai que j’ai quand même le nez collé à l’écran”.

Véronique Devoyon : ”Trop tard pour, euh..., pour tous ceux qui ont été tués. Oui, c’est trop tard ! Mais enfin, je veux dire, y’en a encore qui..., qui seront contents d’être sauvés, euh, donc c’est jamais trop tard de..., de faire quelque chose. Ils..., ils pourront encore sauver ceux que..., ceux qu’y auront [sic] à sauver”.]

Ils sont déjà 400 hommes du RICM sur le terrain. À Vannes, 200 autres militaires sont prêts à partir en renfort. Pour les femmes de ces soldats professionnels, ce n’est qu’une mission de plus.

[Bruno Masure interroge une dernière fois François Léotard, en duplex de Fréjus.]

Bruno Masure : François Léotard, une toute dernière question. Est-ce que vous pouvez confirmer aux familles de ces militaires qu’ils seront tous rentrés dans deux mois et que, quoi qu’il arrive, le relais sera passé à la MINUAR, fin juillet ?

François Léotard : Écoutez, c’est notre intention. Le Premier ministre à l’Assemblée nationale a indiqué la fin du mois de juillet. Nous allons faire le maximum pour que ce soit, euh..., tenu. Ce que je voudrais dire, si vous le voulez bien, c’est que dans l’ensemble de l’opinion française – c’est..., c’est souvent le cas –, mais notamment, euh, au plan, euh, politique, eh bien, quand il y a des soldats français qui sont en cause, qu’il y ait au maximum du soutien et de l’unanimité autour d’eux. C’est une mission qui est juste, qui est difficile, qui est, euh..., périlleuse, peut-être, euh, dans les jours qui viennent. Il faut que l’opinion française – et je sais que c’est le cas ! – mais les hommes politiques notamment évitent de... critiquer ou de contester. Il s’agit des soldats de la France. Et dans une opération qui est encore une fois voulue et souhaitée, euh, par, euh, beaucoup de personnes qui sont menacées, soutenue et voulue par le gouvernement, eh bien, même si nous sommes un peu seuls, on se sert les coudes et on sert les rangs et on essaye de soutenir nos soldats. Je crois que c’est la moindre des choses [sourire].

Bruno Masure : Merci.

Nous allons maintenant passer à l'aspect humanitaire, très important, de ce dossier. Dès le début de la semaine prochaine, sera mis [sic] en place à Goma, à la frontière zaïroise, une cellule de coordination avec les ONG – les organisations non gouvernementales – qui ont été contraintes, on le sait, *manu militari* d'évacuer ce pays. On l'a dit et redit, l'objectif prioritaire des militaires français sur place est d'évaluer les besoins en matière humanitaire. Des besoins qui sont tout à fait considérables. Les réfugiés se comptent en effet par centaines de milliers. Anne Mourgues.

[Anne Mourgues :] Hôpital de Kigali : chaque jour 50 personnes sont hospitalisées, très grièvement blessées. Des femmes, des enfants – hutu ou tutsi – victimes de la guerre. Ici les besoins sont immenses, en médicaments, en nourriture [on voit des enfants se faire décharger d'un camion ; ils sont grièvement blessés à la jambe ou à la tête].

Aujourd'hui 1 600 000 personnes sont réfugiées, presque un Rwandais sur quatre. 900 000 personnes s'entassent dans des camps aux frontières du pays, principalement en Tanzanie, Zaïre, Burundi [diffusion d'une carte de la région des Grands lacs montrant, par des points rouges, les principaux camps de réfugiés ; ceux-ci se trouvent situés, par ordre d'importance, en Tanzanie, au Burundi, au Zaïre et en Ouganda]. 700 000 personnes ont fui leurs villages mais se trouvent toujours au Rwanda.

Mercredi dernier [22 juin], François Léotard l'a confirmé, l'intervention française a un objectif très limité : protéger, soigner 8 000 réfugiés tutsi menacés au sud-ouest du pays dans la région de Cyangugu [diffusion d'images du camp de réfugiés de Nyarushishi ; on voit notamment un vieillard squelettique allongé dans l'herbe]. À l'appui, une structure médicale limitée également : 46 médecins et infirmiers, une cinquantaine de lits. Au total, quelques milliers de personnes vont être secourues par les Français, pour des centaines de milliers d'autres qui attendent beaucoup de l'aide internationale.

[Bruno Masure :] En France cette décision d'envoyer des soldats au Rwanda a provoqué un certain nombre d'interrogations dans les partis politiques, chez les intellectuels mais surtout dans les organisations humanitaires. Pour l'instant, Médecins sans frontières est la seule ONG à approuver, euh, apparemment sans réserve cette action – on va, euh..., le voir dans un instant. Les autres sont plutôt réservées ou franchement hostiles sur le thème "cela ne va faire qu'empirer les choses" et surtout "la France, de par de ses choix [sic] politiques antérieurs, est le pays le plus mal placé pour venir faire la police au Rwanda".

[**Bruno Masure interviewe à présent en plateau Bernard Granjon et Philippe Biberson.**]

Bruno Masure : Avec nous deux dirigeants d'ONG qui ont tous les deux, euh..., la particularité d'avoir été sur le terrain au Rwanda, donc qui savent parfaitement de quoi ils parlent. Euh, Philippe Biberson, qui est président de MSF, et Bernard Granjon, président de Médecins sans frontières [sic]...

Bernard Granjon : Médecins du monde [sourire].

Bruno Masure : Est-ce que vous pouvez nous préciser [sourire] : vous êtes plutôt réservé ou franchement hostile à cette opération ?

Bernard Granjon : Je suis pour une intervention humanitaire. C'est après tout celle que nous faisons depuis 15 mois tant du côté gouvernemental que du côté FPR [une incrustation "Bernard Granjon, Président de Médecins du Monde" s'affiche à l'écran]. Je suis pour... – et je n'hésite pas à le dire –, pour une intervention militaire parce que on n'arrête pas des massacres avec des médecins. Je suis contre une intervention française parce que je pense que la France est la plus mal placée pour faire une telle intervention. Et je pense que c'est à la MINUAR que, euh, revêt cette responsabilité.

Bruno Masure : D'un mot pourquoi la France, selon vous, est la plus mal placée ?

Bernard Granjon : Pour toutes les raisons que vous avez dites dans votre reportage très bien fait, à savoir que la France depuis des années soutient ceux qui sont les auteurs du génocide ! Et que c'est..., on voit mal comment est-ce que la France peut actuellement participer à la reconstruction d'un pays en maintenant en place pour la troisième fois – parce que c'est pas la première fois – ceux qui l'ont mis dans l'état où nous le trouvons actuellement.

Bruno Masure : Vous, Médecins sans frontières, euh..., vous avez, euh..., aucune, euh, critique à faire ?

Philippe Biberson : On..., on a fait sur cette..., on a fait sur ce sujet, euh, une petite..., et un..., une petite polémique. Moi, je veux pas rentrer dans la polémique. Euh, il se trouve que, euh..., la seule, euh, force armée capable de se déployer rapidement comme nous l'avons demandé [une incrustation "Philippe Biberson, Président Médecins sans Frontières" s'affiche à l'écran], euh, était une force française. Moi je l'accepte comme ça. Ce que je veux dire c'est que, ensuite, il faut pas qu'elle se trompe d'objectif : euh, on a entendu, euh, depuis plusieurs jours, on a entendu dans ce reportage, euh, parler de... objectifs qui n'étaient pas des objectifs militaires, qui étaient des objectifs purement humanitaires. Moi je pense que il faut quand même revenir à ce

qui, euh, fait l'exception au Rwanda, ce qui fait cette..., la particularité de cette crise : y'a un génocide. C'est pas un tremblement de terre, c'est pas un accident de la route ! J'ai vu *Libération* qui titrait ce matin : euh, "Le Samu militaire à l'œuvre". Non ! Euh, en fait, si y'a une force militaire qui est déployée aujourd'hui, c'est pour s'opposer aux gens qui font des massacres. Donc c'est, euh, bien sûr au sens large une action humanitaire. Mais ce n'est pas une action..., c'est pas, euh, euh, c'est pas disons des actions de..., de..., de..., de secourisme, ce ne sont pas les actions, euh, de médecins ou de gens qui..., qui apportent de la nourriture. Ce qu'on attend de cette force militaire, c'est que celle..., qu'elle s'oppose véritablement aux gens qui continuent de faire des massacres aujourd'hui. Parce que, en face, y'a des gens, des civils désarmés, innocents...

Bruno Masure : Ça veut dire..., ça veut dire aller jusqu'en zone, euh..., coupée ou contrôlée par la..., parce qu'on appelle les rebelles du FPR ?

Philippe Biberson : Pour l'instant c'est surtout, euh, en zone contrôlée par les Forces armées rwandaises. Mais je pense qu'il faut pas s'arrêter là. Il faut que derrière cette opération militaire, y'ait une opération [sic], euh, disons, euh, politique ou diplomatique qui, euh, mette le doigt quand même sur le problème, là où ça fait mal. C'est-à-dire que, à l'heure actuelle, dans cette zone contrôlée par ce qu'on appelle encore le Gouvernement – ou le Gouvernement auto-proclamé – intérimaire, les gens qui restent et qui, euh, sont aux commandes, ce sont les gens qui ont ordonné le massacre ! Ce sont les gens qui ont fait le génocide. Et je pense que, bon, y'a quelque chose qui est extrêmement surprenant : c'est qu'aujourd'hui, le siège du Rwanda aux Nations unies est encore occupé par le..., le..., le gouvernement, euh, l'ex-gouvernement, euh, rwandais. Et je pense que là y'a des choses à faire !

Bruno Masure : D'un mot, pour vous, pour MSF, comment vous voyez l'avenir dans..., dans ce pays, vous qui êtes allé sur place ?

Bernard Granjon : Je le vois sombre évidemment. Euh, j'aimerais quand même parler de l'intervention française. Je crois que si vraiment on me démontrait que la France est le seul pays qui actuellement puisse aller là-bas – je dis bien "si on me le démontrait" ; pour l'instant je n'ai pas eu cette démonstration –, je crois que l'intervention française ne serait concevable qu'à partir du moment où la France dirait qu'elle fait un virage à 180 degrés par rapport à sa politique antérieure. Dans la mesure où elle condamne ses agissements passés, dans la mesure où elle dit qu'elle vient désarmer les assassins, qu'elle va demander la constitution de..., d'une commission d'enquête internationale, d'un tribunal international et que, en tout état de cause, elle

se refuse d'imaginer l'avenir d'un pays en maintenant sur place ceux qui l'ont assassiné.

Bruno Masure : Vous allez av..., avoir l'occasion, euh, de..., de..., de poser cette question tout à fait directement à Philippe Douste-Blazy qui va être en direct avec nous dans..., dans une petite minute.

En effet cette opération, euh, Turquoise comprend un important dispositif médical d'urgence avec l'implantation, dans les tous prochains jours, par les spécialistes de ceux qu'on appelle l'EMMIR – l'Élément médical militaire d'intervention rapide –, de deux unités à la frontière du Zaïre : à Bukavu et à Goma.

[**Bruno Masure interviewe à présent en duplex de Tarbes Philippe Douste-Blazy.**]

Bruno Masure : Le ministre de la Santé, Philippe Douste-Blazy, va se rendre sur place dans les toutes prochaines heures. Il est avec nous – si la liaison est établie –, euh, en direct de Tarbes. Bonsoir.

Philippe Douste-Blazy : Bonsoir.

Bruno Masure : Alors questions précises : combien de médecins sur place ? Avec quel matériel ? Et pour quoi faire ?

Philippe Douste-Blazy : D'abord je..., je..., je vous écoute depuis le début de..., de l'émission Bruno Masure [une incrustation "Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la Santé" puis "Tarbes, direct" s'affiche à l'écran]. Et j'ai envie de..., de dire que la politique de la France n'a pas négligé la morale ni les droits de l'Homme. Parce que nous sommes un certain nombre à être allés au Rwanda, ou à la frontière entre la Tanzanie et le Rwanda, ou entre le Burundi et le Rwanda, depuis plusieurs mois. Et quand on sait que c'est le plus gros génocide de la fin du XX^{ème} siècle, quand on sait..., quand on a vu des orphelins, des centaines d'orphelins – dont on a alerté d'ailleurs la communauté internationale –, on a vu qu'ils étaient égorgés, qu'ils étaient massacrés, quand on a vu des millions de réfugiés, euh, de..., de personnes déplacées après avoir fait 200 kilomètres à pied dans des camps, arriver dans des camps, des conditions sanitaires terribles, on est heureux que la France ait pu agir. Nous avons le devoir moral de..., de réagir. Parce qu'il ne faut pas encore une fois négliger les droits de l'Homme. Voilà ce que je voulais dire et ce qui me paraît important. Bien évidemment c'est la première fois que la France est capable d'envoyer une action militaire pour des raisons humanitaires. C'est ça qui est fondamental. C'est la première fois et je crois que c'est historique. Il faut le dire : bien sûr l'humanitaire – pour répondre à votre question – c'est évaluer, évaluer les besoins humanitaires. Qu'est-ce que

ça veut dire ? Ça veut dire premièrement les blessés. Mais on l'a dit, on l'a vu à plusieurs reprises, y'en a pas beaucoup de blessés parce que soit les gens ont été tués à coups de machettes ou à coups de..., de lances transthoraciques ou à coups de balles. Ou alors, euh, malheureusement, euh, ce sont des gens qui sont réfugiés et déplacés maintenant. Deuxièmement, les épidémies. Car il faut voir le camp de Ngama [Ngara], il faut voir ce camp en Tanzanie proche du Rwanda, et avec ces 500..., avec ces 250 000 réfugiés, bientôt 300 000. Le plus grand camp au monde ! Et quand on voit ça, on sait, quand on est médecin, qu'il peut y avoir des méningites à méningocoque, des épidémies à méningites à méningocoque, il y a des dysenteries à shigellose, qu'il y a aujourd'hui un risque tuberculeux de choléra et de diphtérie. Et je dis bravo à MSF – à Médecins sans frontières – et à Médecins du monde qui sont là. Alors bien sûr il faut les aider. Mais jusqu'à maintenant, il n'y avait pas de corridor humanitaire pour rentrer au Rwanda [on voit Philippe Biberson faire non de la tête]. Il n'y en avait pas, il n'y en avait pas [gros plan sur Bernard Granjon qui reste impassible]. Il y en avait en Tanzanie, au Burundi. Il n'y en avait pas au Rwanda. Et grâce à Alain Juppé, au Premier ministre, euh, à..., à Monsieur Léotard, à Monsieur Roussin, eh bien justement, les militaires vont pouvoir..., vont pouvoir arriver à ces médecins avec des médicaments et avec surtout la nourriture. Car y'a des enfants déshydratés, y'a des..., des enfants qu'il faut réanimer. Voilà ce qu'on va faire.

Bruno Masure : Merci beaucoup. Donc je rappelle que vous allez partir là-bas dans les..., les toutes prochaines heures ou..., ou demain [26 juin] ou après-demain [27 juin]. Euh, il est 20 h 52 et je vous propose de mettre fin pour ce soir à ce très, très lourd dossier "Rwanda" et de..., de voir maintenant le reste de l'actualité qui peut paraître certes un petit peu dérisoire.